

Grande nervosité sur le marché pétrolier

13 août 2004, Vincent Beuret

Résumé

Le 10 août 2004, les prix pétroliers ont atteint des niveaux records avec plus de 41 \$ le baril pour le brut Brent et plus 45 \$ pour le West Texas Intermediate. Corrigés de l'inflation, ces prix restent toutefois nettement inférieurs à ceux que nous avons connus en 1973 ou en 1981 et ce serait pareil au cas où, comme le prédisent certains spécialistes, le prix du brut atteindrait la barre des 50 \$.

Ce qui pousse les prix à la hausse, c'est surtout la crainte d'un resserrement de l'approvisionnement pétrolier, notamment en cas d'attaques terroristes et compte tenu des conflits politiques qui touchent actuellement nombre d'importants pays fournisseurs. Par ailleurs, la consommation pétrolière mondiale croît à plus de 4% par an, selon les estimations les plus récentes de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) un rythme, alors que de son côté la production stagne. Malgré cela, le renchérissement actuel du pétrole semble être plus de nature psychologique que physique et son prix apparaît clairement exagéré car les éléments fondamentaux de l'économie pétrolière restent intacts. De plus, à moyen terme, des prix aussi élevés sont susceptibles d'améliorer la rentabilité des gisements difficiles d'accès ainsi que des ressources pétrolières non conventionnelles, ce qui favorisera un accroissement de la production. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la dépendance qui lie pays consommateurs et pays fournisseurs de pétrole n'est pas unilatérale mais bel et bien mutuelle.

Le 6 août 2004, le président de l'OPEP s'est déclaré prêt à accroître de 1 à 1,5 millions de baril par jour (mbj) la production du cartel. Ce n'est toutefois que le 14 septembre, lors de la prochaine réunion de l'OPEP, que les membres en décideront. D'ici-là, l'incertitude devrait demeurer et de nouvelles flambées de prix ne sont pas exclues.

En cas de grave resserrement de l'approvisionnement pétrolier, les pays de l'OCDE seraient bien moins touchés que 30 ans auparavant. Non seulement leur dépendance pétrolière s'est réduite de moitié mais ces pays sont actuellement bien mieux préparés pour affronter une crise pétrolière qu'ils ne l'étaient à l'époque. De son côté, la Suisse serait concernée surtout indirectement, au travers des effets négatifs qu'une crise pétrolière aurait sur son commerce extérieur. Les conjoncturistes estiment qu'un renchérissement temporaire du pétrole ne devrait pas compromettre la croissance économique. Les consommateurs devront toutefois compter avec un net renchérissement de leur facture de chauffage. Les prix élevés actuels du mazout et des carburants ont au moins le mérite de rappeler toute l'importance d'une utilisation rationnelle et économe de l'énergie, dans un contexte d'approvisionnement à long terme empreint d'incertitudes.

Principales raisons de la nervosité actuelle du marché

- **Facteurs physiques**

En raison de la croissance économique soutenue, la demande pétrolière mondiale augmente plus rapidement que prévu. En juillet, l'AIE tablait pour 2004 avec une croissance de 3,2% de la consommation à 81,4 mbj (+ 2,2% à 83,2 mbj en 2005). Dans son rapport du mois d'août, l'AIE a une nouvelle fois révisé ses estimations à la hausse : 2004 : 82,2 mbj (+ 4,3%) ; 2005 : 84 mbj. La demande de pétrole explose en Chine (avec un taux supérieur à 15%), au Brésil, en Inde etc. et elle croît sans relâche dans les pays de l'OCDE.

La production en revanche tend à stagner. Ce printemps, l'OPEP a réduit de 1 mbj sa production, avant de la augmenter de 1,5 mbj en été sous la pression des pays consommateurs. Parmi les pays producteurs, seule l'Arabie Saoudite dispose encore de réserves notables de capacité de production mobilisables à court terme (1,3 mbj officiellement). Hormis la Russie et le Moyen-Orient, aucune autre région du globe ne paraît en mesure de pouvoir fournir à moyen terme les capacités supplémentaires nécessaires de production et d'exportation de pétrole. Le maintien et l'accroissement de ces dernières exigent des investissements colossaux. Or, $\frac{3}{4}$ des réserves pétrolières sont situées dans les pays de l'OPEP, lesquels sont particulièrement vulnérables au terrorisme, ce qui décourage les investisseurs potentiels.

Au cours des dernières années, le secteur du raffinage a été fortement rationalisé dans les pays de l'OCDE. Les capacités de production ont été réduites autant que possible, ce qui entraîne actuellement des goulets d'étranglement notamment aux USA.

Depuis le début de l'année, nombre de pays de l'OCDE ont entrepris de réapprovisionner leurs stocks commerciaux, ce qui renforce la demande de pétrole. Le niveau des stocks de mazout est inférieur à la norme saisonnière chez les consommateurs privés, lesquels ont préféré différer leurs commandes dans l'attente d'un recul des cours. A l'approche de l'hiver, cette stratégie pourrait bien, comme en 2000, se traduire par une nouvelle flambée des cours.

- **Insécurité et crainte d'attaques terroristes en particulier aux USA**

Par ses attaques du 1er mai 2004 à Yanbu et du 29 mai 2004 à al-Khobar, le mouvement Al-Qaïda a visé de manière ciblée l'Arabie Saoudite et tout particulièrement les spécialistes étrangers de la production pétrolière. Il a ainsi démontré sa capacité de porter atteinte rapidement et efficacement au gouvernement saoudien et au monde occidental.

En Irak, le gouvernement de transition reste faible et contesté. Pour ce qui concerne le pétrole, sa stratégie d'investissement n'est pas encore clairement définie.

Actuellement, ce sont surtout les pays qui ont fait part de leur intention d'envoyer des troupes de maintien de la paix en Irak qui sont menacés d'attaques terroristes. Les événements de Madrid ont démontré la rapidité avec laquelle Al-Qaïda peut frapper partout et de manière totalement inattendue. Cependant, certains spécialistes estiment

que les avertissements lancés par le gouvernement américain sont exagérés et qu'ils s'inscrivent dans une stratégie visant à réélire le président.

- **Troubles politiques au Nigeria et au Venezuela**

Le Nigeria produit 2,2 mbj de brut et engrange env. 90% de ses revenus en devises grâce aux exportations de pétrole. La principale zone de production est le delta du Niger, qui profite bien peut de ses richesses en ressources naturelles. Depuis plusieurs années, de graves conflits d'intérêts opposent les différentes ethnies du pays, les compagnies pétrolières et le gouvernement central, sans oublier les organisations criminelles toujours plus actives. La situation dans le delta du Niger reste extrêmement précaire et fragile. Un règlement du conflit qui s'articule autour du pétrole n'est pas pour demain.

Le Venezuela produit 3 mbj de pétrole et il en exporte la moitié aux Etats-Unis. Depuis le 27 février 2004, ce pays membre de l'OPEP ne retrouve plus la tranquillité. Le mouvement pacifique de revendications prend des formes parfois plus radicales et la démission du président Chávez fait l'objet d'exigences toujours plus vives. Les protestations touchent aussi la province pétrolière de Zulia et la situation menace de dégénérer. Le gouvernement semble vouloir éviter de prononcer l'état d'urgence tout en rendant l'opposition responsable de l'insécurité permanente, opposition qu'il accuse d'être de mêche avec le gouvernement américain. Le président Chávez lance régulièrement de virulentes attaques contre les Etats-Unis et menace à tout bout de champ de stopper les exportations pétrolières vers ce pays.

- **Parties de bras de fer entre le gouvernement et l'économie pétrolière en Russie**

La société Yukos produit 1,7 mbj de brut, ce qui équivaut à env. 2% de la production mondiale de pétrole. Les attaques du Kremlin contre cette compagnie pourraient signifier la volonté de l'Etat de rasseoir son autorité sur l'industrie pétrolière. Cependant, la Commission de Bruxelles voit dans cette affaire bien plus un règlement de comptes politique que la volonté délibérée de revenir à une économie centralisée. En dépit de l'affaire Yukos, le Kremlin a réaffirmé son intention de poursuivre sa politique de privatisation de l'économie.

Par le biais de la compagnie publique d'oléoducs Transneft, l'Etat contrôle presque toutes les infrastructures qui permettent d'exporter le pétrole, ce qui signifie en fin de comptes que c'est lui qui décide en la matière. Pour ce qui concerne le gaz, le gouvernement prévoit d'augmenter de 38,4 à 51% sa participation au capital de la société Gazprom. Celle-ci, l'électricité et les chemins de fer constituent les seuls éléments essentiels de l'économie russe que les oligarchies ne sont pas parvenues à s'approprier lors des privatisations sauvages qui ont marqué les années nonante.

La partie de bras de fer entre l'Etat et l'économie inquiète les investisseurs occidentaux, ceci d'autant plus que le Parlement russe, la Duma, délibère actuellement sur 11 projets de lois visant à nationaliser des branches économiques stratégiques, y compris les matières premières.

- **Opérations spéculatives d'investisseurs institutionnels**

L'argument de la spéculation est souvent avancé et l'on estime que son influence sur le prix du baril de pétrole brut pourrait atteindre jusqu'à 8 \$. Ce sont principalement les investisseurs institutionnels qui miseraient sur un renchérissement du pétrole. Toutefois, dans la NZZ am Sonntag du 1^{er} août, l'argument a été avancé selon lequel depuis avril déjà, ces mouvements spéculatifs se solderaient en fait par des ventes nettes de pétrole.

Comparaison avec la situation dans les années septante

Comparée aux années 1973/74 et 1979/80, l'intensité pétrolière (consommation de pétrole par unité de PIB) des pays de l'OCDE n'est plus maintenant que de moitié en moyenne. De surcroît, ces pays sont nettement mieux préparés pour affronter une crise pétrolière qu'à l'époque. Un fort renchérissement du pétrole n'aurait donc plus les mêmes conséquences sur leurs économies. Selon l'AIE, une hausse durable de 10 \$ du prix du baril de brut réduirait la croissance du PIB dans la zone de l'OCDE de 0,2 à 0,4% suivant les régions. Ce sont surtout les pays non pétroliers en transition ou nouvellement industrialisés qui seraient le plus touchés en raison de leur intensité énergétique supérieure à la moyenne (Chine : -0,8% ; Inde : - 1% ; zone subsaharienne : - 3%).

Les effets sur l'économie mondiale de prix pétroliers plus élevés dépendront avant tout de la durée du phénomène. Si le prix du brut se maintient à hauteur de 40 \$ jusqu'à la fin de l'année, la Commission de l'UE table pour la zone Euro avec un taux d'inflation 0,2% plus élevé et un taux de croissance du PIB 0,2% inférieur par rapport à une situation sans renchérissement pétrolier.

Aux USA, les premiers signes d'un ralentissement de la croissance se font sentir. Officiellement, la faute est mise principalement sur les effets négatifs de la hausse des prix pétroliers.

Pays exportateurs de pétrole dépendants de leurs recettes en devises

A moyen terme, aucune pénurie pétrolière n'est à craindre, car les réserves apparaissent pour le moment suffisantes. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la plupart des pays exportateurs de pétrole sont fortement dépendants des recettes en devises que ces exportations leur procurent. D'après l'AIE, les exportations pétrolières de l'Arabie Saoudite représentent 90% des recettes extérieures, 80% des revenus de l'Etat et 40% du PIB de ce pays. Sans elles, la survie économique de ce pays serait compromise.

Au cours du dernier quart de siècle, des changements politiques dramatiques ont touché plusieurs importants pays producteurs de pétrole, sans qu'aucun ne puisse se passer de ses recettes pétrolières¹.

Evolution des prix pétroliers

Depuis 2002, les prix pétroliers se sont fortement renchérissés. La hausse reste toutefois bien moins spectaculaire qu'en 1973/74 et en 1979/80. A Londres, en avril 2003, peu après l'invasion de l'Irak, le baril de brut Brent s'échangeait à 23,4 \$. Entre-temps, son prix s'est accru à plus de 41 \$ (+ 75%). La hausse a été plus ou moins marquée suivant les régions et leur monnaie de référence. De 2002 à mai 2004, le renchérissement a été d'env. 78% exprimé en dollars, alors qu'en Euro, il n'a été que d'env. 31%. La faiblesse du dollar par rapport aux principales autres monnaies a d'ailleurs poussé l'OPEP à renoncer à sa fourchette de prix de référence de 22 à 28 \$ le baril, ceci afin que les pays membres du cartel puisse maintenir leur pouvoir d'achat hors de la zone dollar.

A Rotterdam, l'essence s'est renchérie de moitié depuis début 2004 et le gasoil d'un tiers (+ 50% depuis août 2003). Au cas où de graves événements frapperaient l'un des principaux pays exportateurs de pétrole (plus particulièrement l'Arabie Saoudite qui constitue l'élément charnière de l'approvisionnement mondial), il n'est pas exclu que le prix du brut franchisse alors la barre des 50 \$ le baril. Toutefois, même dans ce cas, nous resterions largement en deçà des prix record observés durant le dernier quart de siècle. Avec un baril de Brent à 50 \$, le prix du gasoil grimperait à Rotterdam à env. 440 \$ par tonne, celui de l'essence à près de 520 \$ (ceteris paribus).

Aux USA, l'essence à la pompe coûtait à fin juillet env. 1,9 \$ le gallon, ce qui équivaut à 62 centimes par litre ! Compte tenu de l'inflation, ce carburant est encore et toujours un tiers meilleur marché qu'en 1981. Aux USA, les taxes sur l'essence ne sont que de 13 centimes par litre, soit 6,5 fois moindre qu'en Suisse (85 centimes).

¹ En Libye, la production de pétrole a atteint son maximum (3,3 mbj) en 1970, un an après l'arrivée au pouvoir du colonel Khadafi. En 1992, en réponse à l'attentat de Lockerbie, l'ONU a imposé des sanctions économiques contre ce pays, dépendant à 98% du pétrole pour ses revenus en devises. En 1998, la Libye a été frappée par une grave récession économique, la baisse du prix du pétrole réduisant encore des recettes pétrolières déjà fortement amaigries. Depuis 2003, le colonel Khadafi poursuit une politique de rapprochement envers l'occident. Dans ce contexte totalement nouveau, il a invité les compagnies pétrolières occidentales à accroître leurs investissements en Libye.

En Iran, la révolution de 1979 a été suivie d'une baisse de la production pétrolière, laquelle s'est poursuivie jusqu'en 1988 en raison principalement de la guerre contre l'Irak. Depuis 1990, la production iranienne dépasse à nouveau son niveau d'avant-guerre.

En Russie, après les grands changements politiques de 1990, la production pétrolière a chuté de moitié à env. 6 mbj. La consommation intérieure a reculé au même rythme à 2,5 mbj. Mais depuis 1999, tant la production que les exportations de pétrole augmentent à nouveau massivement. L'économie russe dépend fortement des ressources en matières premières, lesquelles représentent le 85% des exportations (pétrole et gaz: 60%). Selon le FMI, en 2002, les impôts et taxes sur le pétrole ont fourni le 41% des recettes de l'Etat. La part des hydrocarbures (pétrole et gaz) au PIB russe est d'env. 25%.

Conséquences pour la Suisse d'une grave pénurie de pétrole

La Suisse importe 54% de ses besoins en pétrole brut de Libye, un pays qui opère actuellement un rapprochement spectaculaire avec l'Occident. Les produits raffinés proviennent de l'UE, laquelle perçoit le ¼ de ses importations pétrolières extra européennes du Moyen-Orient et 20% d'Afrique. Jusqu'ici, l'approvisionnement de notre marché n'a pas connu de resserrement.

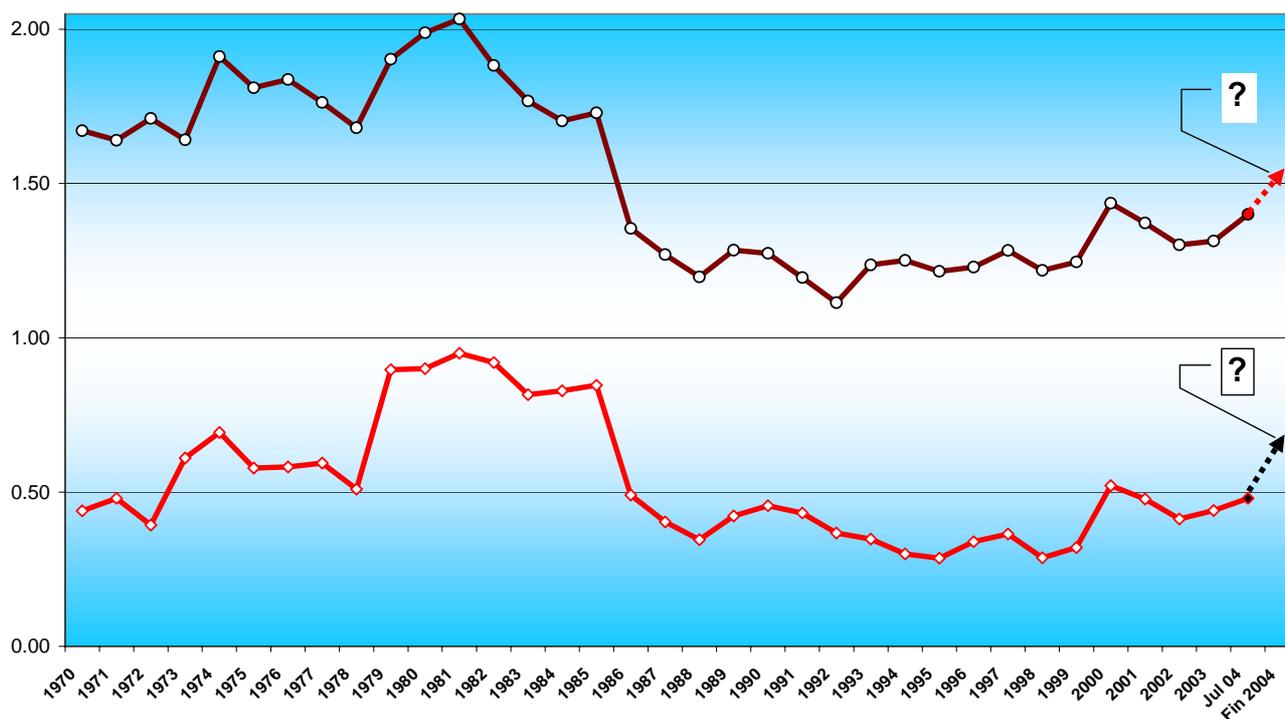
Le prix de l'essence à la pompe se rapproche de la barre des 1,50 francs et le mazout coûte env. 55 francs les 100 litres (3-6000 l). Comparés à 1973 et corrigés de l'inflation, ces deux produits sont actuellement encore bien meilleur marché : essence : - 15% ; mazout : - 21% et c'est d'autant plus le cas par rapport aux prix record de 1981 : essence : - 31% ; mazout : - 50%. En admettant que le prix du brut Brent grimpe à 50 \$, l'essence en Suisse coûterait env. 1,55 francs et le mazout à peu près 65 francs. Comme le montre le graphique, ces énergies resteraient tout de même nettement moins chères en termes réels que durant la période allant de 1979 à 1985.

Evolution réelle des prix de l'essence et du mazout (en francs de juillet 2004)

Hypothèse: à fin 2004, le prix du pétrole brut Brent est de 50 \$ le baril

En Suisse, le prix de l'essence avoisinerait alors Fr. 1,55/l, celui du mazout Fr. 65.-/100 l

—●— Mazout, cat. 3-6000 l Prix en Fr./l
—○— Essence ss pb 95 Prix en Fr./l



Le seco estime que le renchérissement pétrolier ne devrait pas remettre en question l'essor de notre économie. La croissance ne devrait s'en trouver freinée que de quelques dixièmes de pourcents. Le KOF également ne dramatise pas la situation. Si des terroristes devaient s'attaquer à nouveau et avec succès à des installations pétrolières, l'approvisionnement ne serait perturbé que localement et pour une durée relativement

courte. La libération de stocks obligatoires permettrait si nécessaire de combler un déficit d'approvisionnement provisoire.

En Suisse, la hausse des cours pétroliers frappe bien évidemment principalement le secteur de l'aviation et en premier lieu les compagnies qui n'ont pas su se prémunir contractuellement contre la hausse des prix. Selon une étude publiée par le Crédit Suisse, les carburants occasionnent le 15% des coûts des compagnies d'aviation et même jusqu'à $\frac{1}{4}$ dans des cas extrêmes. Les entreprises de transport doivent également faire face à des hausses de coûts supérieures à la moyenne. Mais l'économie helvétique est surtout spécialisée dans les services et la production manufacturière à haute valeur ajoutée. Quant à la production d'électricité, elle se fonde presque exclusivement sur la force hydraulique et l'énergie nucléaire. Par conséquent, globalement, la sensibilité de notre économie au renchérissement du pétrole est comparativement moindre.

Les ménages devront toutefois compter avec une nette hausse de leur facture de chauffage. A fin juin 2004, le taux de remplissage des citernes chez les particuliers était 20% plus bas que les 4 années précédentes en moyenne à la même période. C'est pourquoi les marchands de mazout conseillent déjà maintenant à leur clientèle de passer commande. Sinon, les consommateurs risquent bien d'opérer leurs achats tous en même temps au début de la période de chauffe, comme ce fut déjà le cas en automne 2000. La surcharge des commandes avait alors été telle que le prix du mazout avait pris l'ascenseur jusqu'à atteindre 70 francs par 100 litres.